



SOMMET NATIONAL DU PATRIMOINE BÂTI DU QUÉBEC

Ensemble pour
la mise en valeur
de notre territoire

Communiqué

Pour diffusion immédiate

Mettre en valeur nos bâtiments, nos milieux de vie, notre territoire

Montréal, mercredi 1^{er} novembre 2017 – Au cœur de l'emblématique Parc olympique de Montréal, se tient aujourd'hui le Sommet national du patrimoine bâti du Québec. L'événement qui affichait déjà salle comble il y a plus d'une semaine s'annonce comme un succès! Initié par dix (10) organismes nationaux en patrimoine bâti, il accueille plus de cent-cinquante (150) participants issus de groupes, associations, institutions publiques ou des citoyens concernés par les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, du design ou encore de la participation citoyenne. Ensemble, ces organisations représentent les diversités de patrimoine bâti que l'on retrouve sur le territoire, patrimoine résidentiel, industriel, religieux, maritime, moderne et plus encore.

Positionner le patrimoine au cœur d'une vision cohérente de l'aménagement du territoire

Avec cette journée, les acteurs nationaux visent à faire l'état des lieux de la sauvegarde du patrimoine bâti, mais surtout démontrer que celui-ci doit s'inscrire dans une logique durable et cohérente de l'aménagement du territoire. Il ne doit pas être exclusivement perçu et géré comme un objet architectural, il faut combiner les approches afin de le reconnaître et l'apprécier dans son contexte. « Le patrimoine bâti dans toute société, c'est ce qui marque les paysages. Au Québec, le bâti crée une empreinte qui représente des richesses propres à chaque région. Elles méritent d'être conservées et mises en valeur » souligne Michel Barry, de l'Association des moulins du Québec.

En ce sens, les membres de la Table de concertation considèrent que la place du patrimoine dans la prochaine politique culturelle, une politique interministérielle, est un premier pas dans le but de considérer le patrimoine à travers tous ses aspects.

À qui la responsabilité du patrimoine bâti?

Le travail et l'expérience « terrain » des organismes nationaux en patrimoine confirment qu'il est encore difficile pour les citoyens et les propriétaires, inquiets de l'évolution de leur milieu, de savoir qui interpeller. « Il n'est pas rare de voir les différents intervenants lancer la responsabilité dans la cour du voisin. D'abord, il faudrait clarifier les rôles et les responsabilités des différents paliers gouvernementaux et les outils qui les accompagnent. Il faudrait ensuite arrêter de fonctionner de façon réactive et au cas par cas et travailler en amont afin d'intégrer le patrimoine à toutes nos actions associées à l'aménagement de notre territoire » confirme Émilie Vézina-Doré, directrice générale d'Action patrimoine. Ainsi, le renouvellement de la politique culturelle est une opportunité d'identifier les intervenants en patrimoine et leurs rôles respectifs.

En mode solution

Parlant d'outils, une multitude de solutions doivent être envisagées pour répondre aux enjeux propres au patrimoine bâti. Par exemple, son entretien et sa mise en valeur demandent un effort financier soutenu et accru de ses propriétaires. « Quand nos gouvernements vont-ils reconnaître un statut particulier supportant la conservation du patrimoine, transversal au sein des institutions gouvernementales? Quand allons-nous envisager sérieusement d'encourager et de soutenir les propriétaires de sites patrimoniaux? À quand les crédits d'impôts pour entretenir, restaurer et mettre en valeurs notre patrimoine? » se questionne Jacques Archambault, directeur général de l'Héritage canadien du Québec.

Un milieu en transformation

Le Sommet est une plateforme d'échanges sans précédent et l'occasion de faire valoir l'action des organismes nationaux, tel que la sensibilisation au patrimoine, la diffusion de la connaissance et de la vulgarisation des aspects légaux, le rôle-conseil aux municipalités et aux propriétaires. Mais au-delà des défis inhérents au domaine, les organismes vivent aussi des défis à l'interne. « Nous travaillons tous à mettre en valeur le patrimoine à travers nos champs d'expertise, mais dans la plupart de nos organismes les moyens sont limités et nos actions s'appuient uniquement sur nos bénévoles » s'inquiète Lise Cyr, représentante de la Corporation des gestionnaires de phares de l'estuaire et du golfe Saint-Laurent.

« On est dans un moment de transformation profonde de la scène du patrimoine et il faut redéfinir le rôle des organisations et leur financement, puisque l'aide gouvernementale s'amenuise de plus en plus » souligne pour sa part France Vanlaethem, présidente de Docomomo Québec.

La suite

Le dévoilement de la nouvelle politique culturelle du Québec et de son plan d'action qui l'accompagne sera une étape déterminante pour les années à venir pour le patrimoine. Les organismes membres de la Table espèrent que leurs recommandations émises lors des consultations de la dernière année seront considérées. Parmi ces souhaits, celui d'être identifiés comme des acteurs du patrimoine, ce qui n'était pas le cas dans la politique de 1992.

Les organisateurs s'assureront des retombées de cet événement en publiant des actes. De plus, le prochain numéro du magazine Continuité, qui sortira en kiosque le 21 décembre, portera sur les enjeux abordés dans le cadre de cette journée.

- 30 -

Cet événement est organisé par les acteurs nationaux en patrimoine bâti, dix (10) organismes réunis depuis 2014 autour d'une Table de concertation pour mettre à profit les compétences de chacun et diffuser une vision commune de l'intégration du patrimoine dans la mise en valeur du territoire québécois.

Information : sometpatrimoinebati.ca

Source et information :

Anne-Sophie Desprez
Responsable des communications
Action patrimoine
communications@actionpatrimoine.ca
418 647-4347 (bureau)
418 271-0485 (cellulaire le jour de l'événement)